

Malgré qu'il soit difficile de s'informer sur les impôts, les Togolais sont favorables à en payer plus pour plus de services

Dépêche No. 456 d'Afrobarometer | Ahlin Ekoutiamé, Komi Amewunou, et Patrice Essowè Kao

Résumé

Afin de limiter les pertes énormes de recettes à cause de la faiblesse de son système fiscal et douanier, le Togo a rendu opérationnelle depuis 2014 la politique dite « régie intégrée » avec l'avènement de l'Office Togolais des Recettes (OTR). Cette politique consiste à fusionner les services des impôts et des douanes en une seule entité dotée d'organes et d'un système de fonctionnement plus efficaces, et a pour objectif de collecter les recettes fiscales et douanières pour le compte de l'Etat et des collectivités locales (Djallo, 2015).

Depuis sa mise en marche, l'institution est devenue le fer de lance dans le financement du développement du pays. C'est dans cette perspective que, pour la mise en œuvre de son Plan National de Développement (PND), le Togo a fait des fonds du contribuable sa pierre angulaire de financement. Ainsi près des deux tiers (65%) du financement, environ 3.000 milliards FCFA, devrait provenir du secteur privé (République Togolaise, 2018). L'atteinte de ces objectifs repose donc sur une forte participation citoyenne, particulièrement le consentement pour le paiement des impôts de tous les contribuables ainsi que sur la transparence et l'efficacité dans la gestion au niveau de l'Office Togolais des Recettes.

A un an de l'échéance du PND, un nouveau sondage d'Afrobarometer au Togo s'est intéressé aux questions relatives au civisme fiscal et à la gestion de l'institution en charge de collecter les recettes de l'Etat. Les résultats révèlent que la plupart des Togolais estiment qu'il leur est difficile d'obtenir des renseignements sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer ainsi que sur comment le gouvernement utilise les recettes des contribuables.

La majorité des citoyens togolais pensent qu'il n'est pas légitime que l'Etat contraigne les contribuables à payer les impôts, et que les gens évitent souvent de payer les impôts.

Néanmoins, une bonne partie des citoyens seraient d'accord pour payer plus d'impôts pour améliorer la prestation de services gouvernementales, pour soutenir des programmes à l'aide des jeunes et pour financer le développement du pays.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en décembre 2020 et janvier 2021. Un

échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, et 2017.

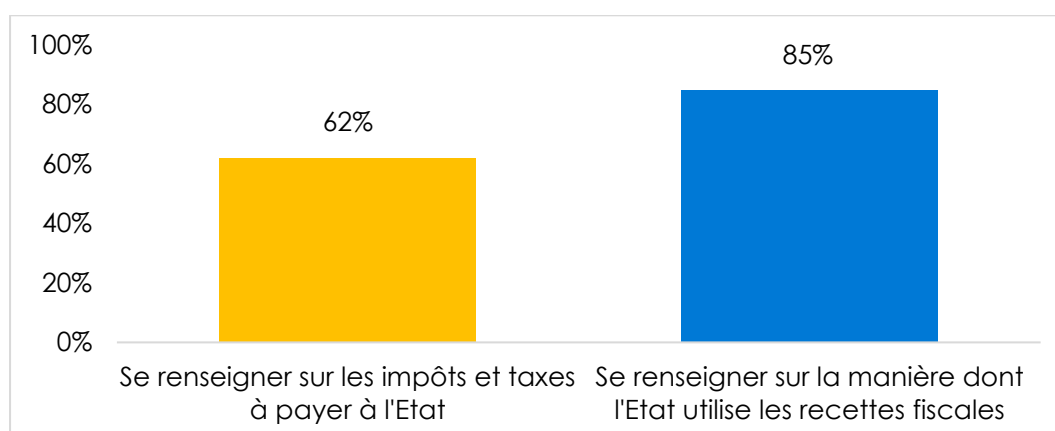
Résultats clés

- Six Togolais sur 10 (62%) estiment qu'il est « difficile » ou « très difficile » de se renseigner sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer à l'Etat.
- Près de neuf citoyens sur 10 (85%) affirment qu'il est difficile de savoir comment l'Etat utilise les recettes fiscales.
- La majorité (62%) des personnes pensent qu'habituellement, le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des citoyens. Cependant, moins de quatre sur 10 (38%) affirment que les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts.
- La moitié (51%) des Togolais pensent que « la plupart » ou « tous » les agents de l'Office Togolais des Recettes sont impliqués dans des affaires de corruption, et plus de six sur 10 (61%) ne font « pas du tout » ou font « juste un peu » confiance à l'institution.
- Les deux tiers (67%) des citoyens trouvent qu'il est important que le pays finance son développement sur ses propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes, et la majorité (58%) seraient également d'accord si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes.

S'informer sur les impôts

Environ trois adultes togolais sur cinq (62%), de par leur expérience, trouvent qu'il est « difficile » ou « très difficile » pour les citoyens de s'enquérir des informations utiles pour mieux effectuer leur devoir civique vis-à-vis des taxes et impôts. Également, une majorité écrasante (85%) estiment que se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes des contribuables est une tâche difficile (Figure 1).

Figure 1 : Difficile de se renseigner sur les impôts | Togo | 2021



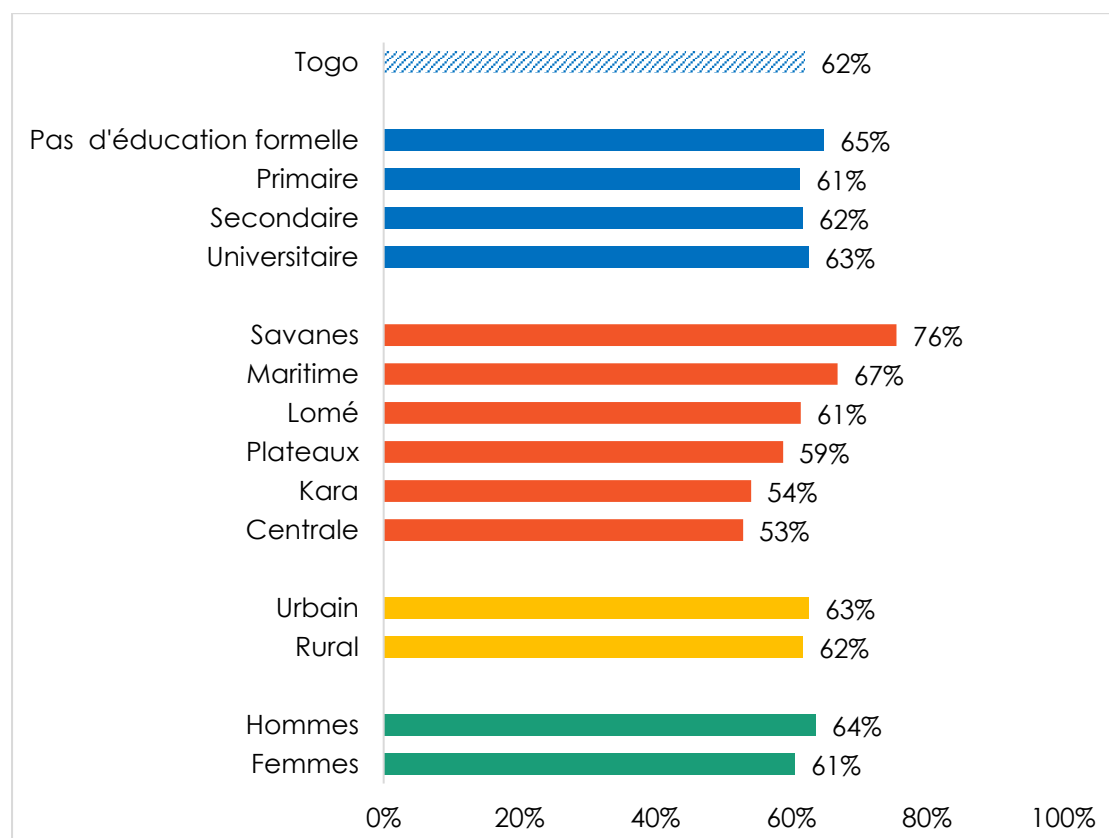
Questions posées aux répondants : Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit : (% qui disent « difficile » ou « très difficile »)

Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement ?

Se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables ?

L'accès difficile aux informations relatives aux taxes et impôts à payer est assez uniformément distribué à travers les groupes socio-démographiques, même s'il est légèrement plus difficile pour les citoyens des régions Maritime (67%) et Savanes (76%) et pour ceux n'ayant aucune éducation formelle (65%) (Figure 2).

Figure 2 : Difficile de se renseigner sur les impôts à payer | par groupe socio-démographique | Togo | 2021



Question posée aux répondants : Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement ? (% qui disent « difficile » ou « très difficile »)

Gestion des impôts et confiance en l'autorité fiscale

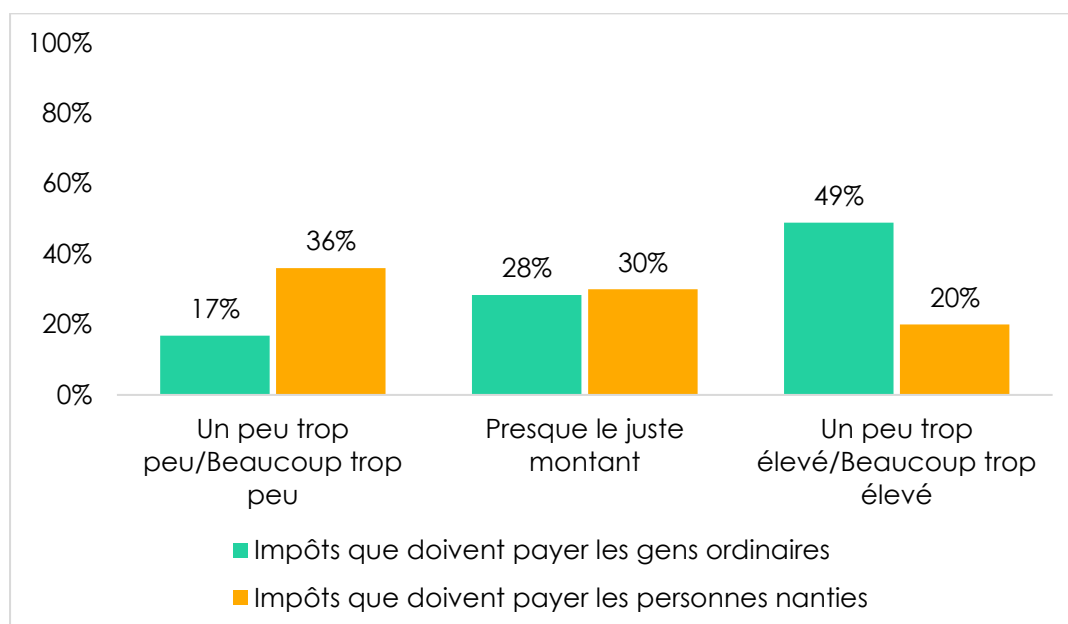
Parmi les facteurs susceptibles de motiver les citoyens à facilement s'acquitter de leurs impôts, on peut citer entre autres les perceptions sur l'équité des impôts et sur la corruption dans les services fiscaux, la confiance accordée à ces derniers par les citoyens et la transparence dans l'usage des fonds (Estevão, 2019).

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Les perceptions des Togolais par rapport à l'équité des impôts selon le niveau de richesse sont assez mitigées, mais des majorités relatives estiment que le montant payé par les gens ordinaires est

trop élevé (49%) et que celui payé par les personnes nanties est trop peu (36%) (Figure 3). Trois personnes sur 10 environ pensent que le montant d'impôts est presque le juste montant pour les gens ordinaires (28%) ainsi que pour les mieux nantis (30%).

Figure 3 : Equité des impôts | Togo | 2021

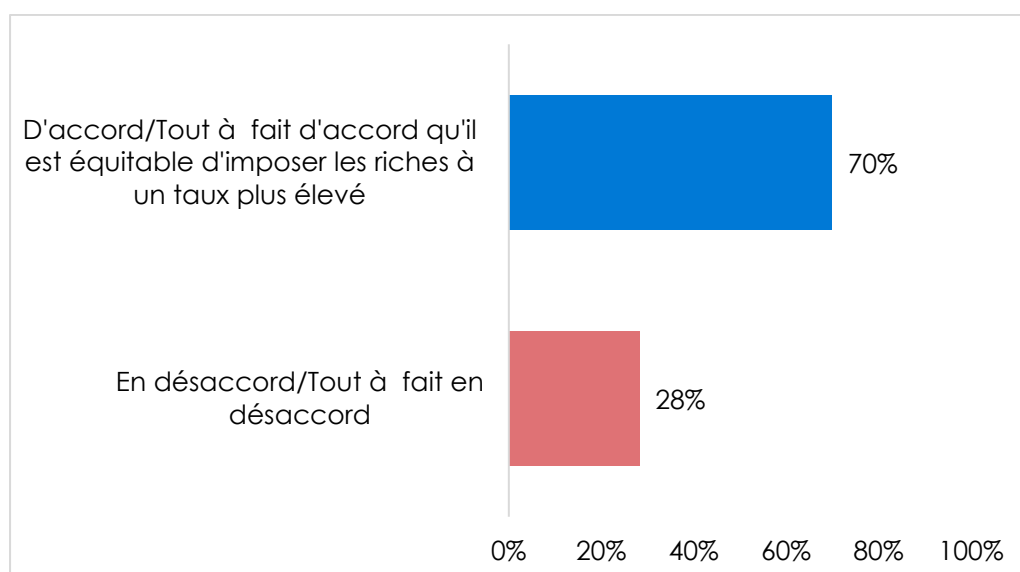


Question posée aux répondants : Pensez-vous que le montant d'impôts que les [gens ordinaires/riches] dans ce pays sont tenus de payer au gouvernement est trop peu, trop élevé, ou est presque le juste montant ?

La plupart (70%) des Togolais trouvent qu'il est juste que les riches payent un taux plus élevé d'impôts que les gens ordinaires pour aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres (Figure 4).

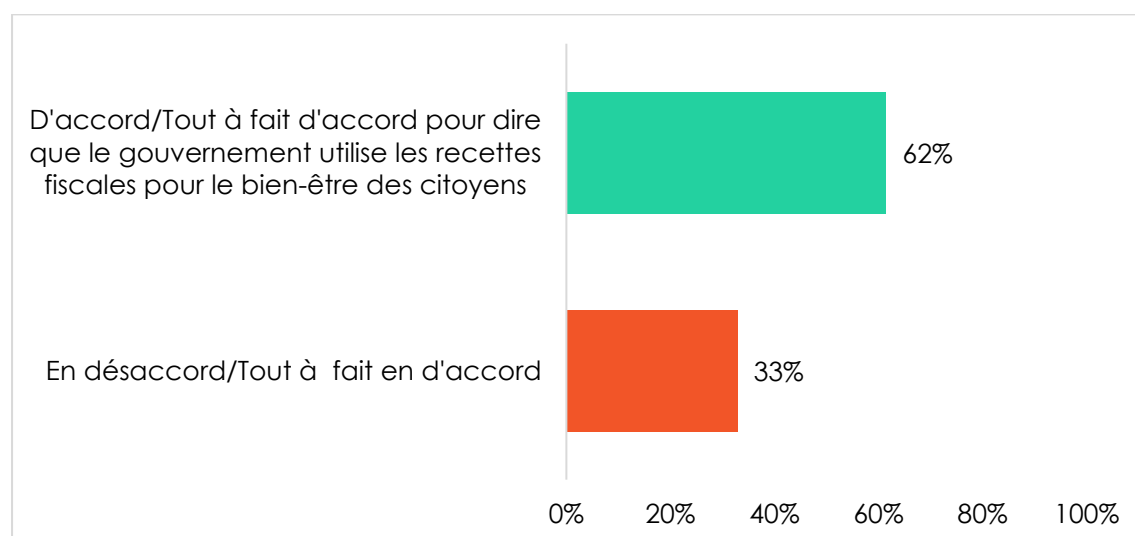
Et une grande partie (62%) des citoyens estiment que l'Etat utilise les recettes fiscales qu'il collecte à des fins utiles pour le bien-être de la population (Figure 5).

Figure 4 : Un taux plus élevé d'impôts pour les riches ? | Togo | 2021



Question posée aux répondants : Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Il est équitable d'imposer les riches à un taux plus élevé que les gens ordinaires de sorte à aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres ?

Figure 5 : Usage fait des impôts | Togo | 2021

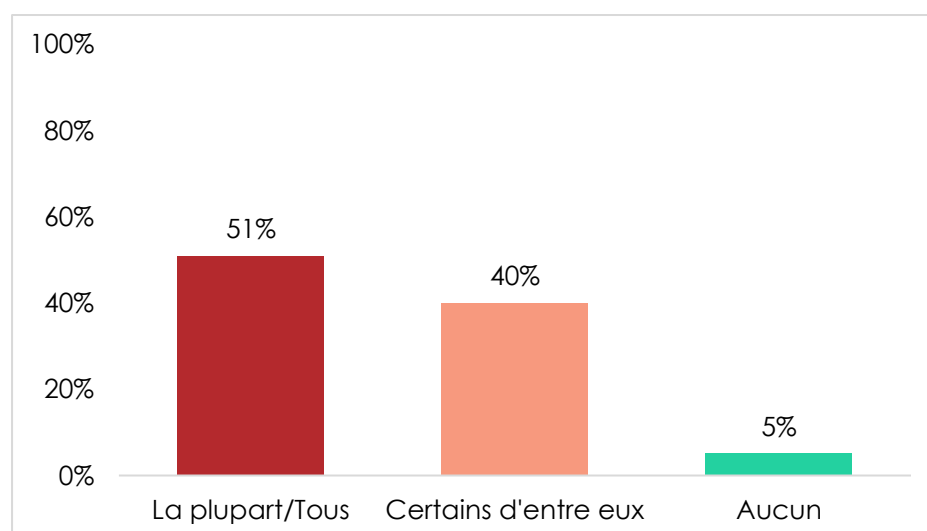


Questions posées aux répondants : Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Habituellement, le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des citoyens ?

Interrogés sur leur perception de la corruption au sein du personnel du fisc, la moitié (51%) des Togolais estiment que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de l'Office Togolais des Recettes seraient impliqués dans des affaires de corruption. De plus, 40% pensent que « certains d'entre eux » sont corrompus. Seulement 5% affirment qu'aucun de ces agents n'est concerné par la corruption (Figure 6).

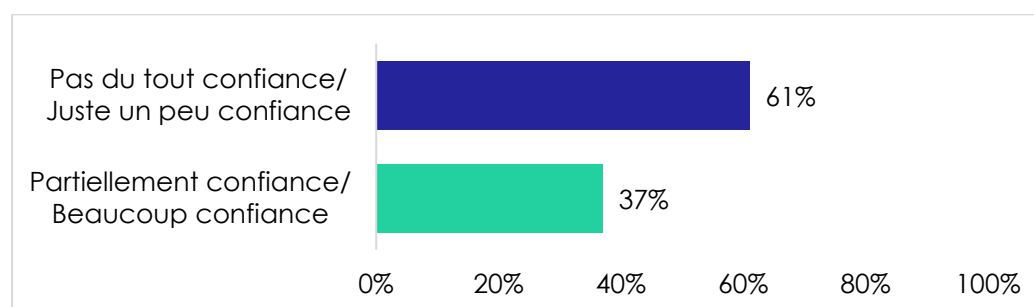
Quant à la confiance que les citoyens accordent à la Direction Générale des Impôts, moins de quatre répondants sur 10 (37%) lui font « partiellement » ou « beaucoup » confiance, contre 61% qui ont « pas du tout » ou « juste un peu » confiance à l'institution (Figure 7).

Figure 6 : Perceptions de corruption parmi les agents des impôts | Togo | 2021



Questions posées aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les agents des impôts ou de la douane, comme les fonctionnaires de l'Office Togolais des Recettes (OTR) ?

Figure 7 : Degré de confiance en l'autorité fiscale | Togo | 2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La Direction Générale des Impôts ?

Légitimité des impôts et adhésion au principe d'imposition

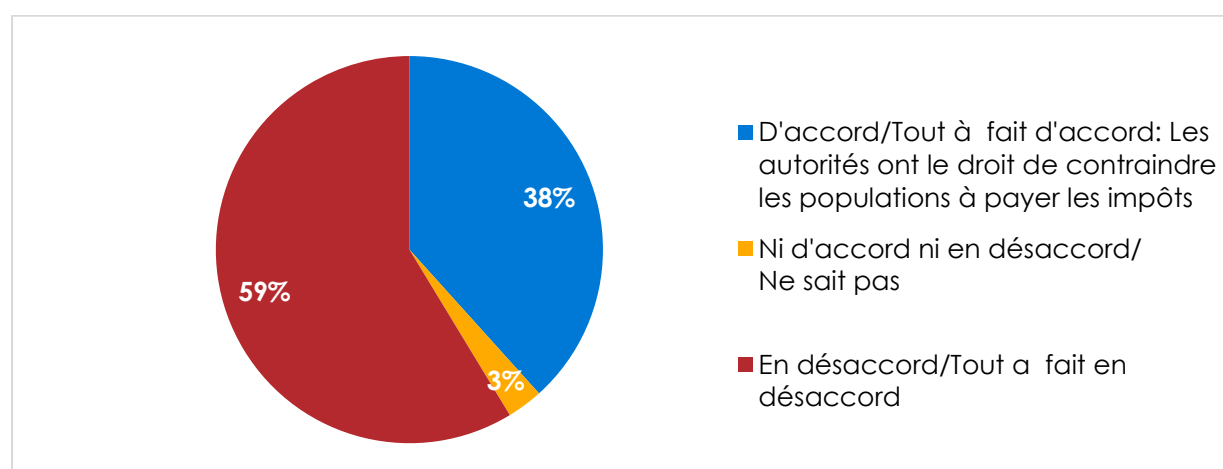
Collecter les impôts est l'un des droits régaliens de l'Etat. Ces fonds permettent non seulement de financer le fonctionnement du pays, mais aussi d'investir dans des projets pour assurer un avenir radieux aux citoyens (Antonin, 2019). Cependant, trois Togolais sur cinq (59%) estiment que l'Etat n'a pas toujours le droit de contraindre les contribuables à payer les impôts (Figure 8),

Malgré cette faible légitimité des impôts aux yeux des citoyens, beaucoup seraient prêts à payer plus d'impôts afin d'atteindre certains objectifs. Près de six répondants sur 10 (58%) affirment être « quelque peu » ou « fortement » d'accord pour le fait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes au profit des jeunes (Figure 9).

De même, les Togolais adhèrent majoritairement (67%) au fait qu'il est important que le pays finance son programme de développement sur fonds propres, au lieu de prêts extérieurs, même si cela implique de payer davantage d'impôts et de taxes (Figure 10).

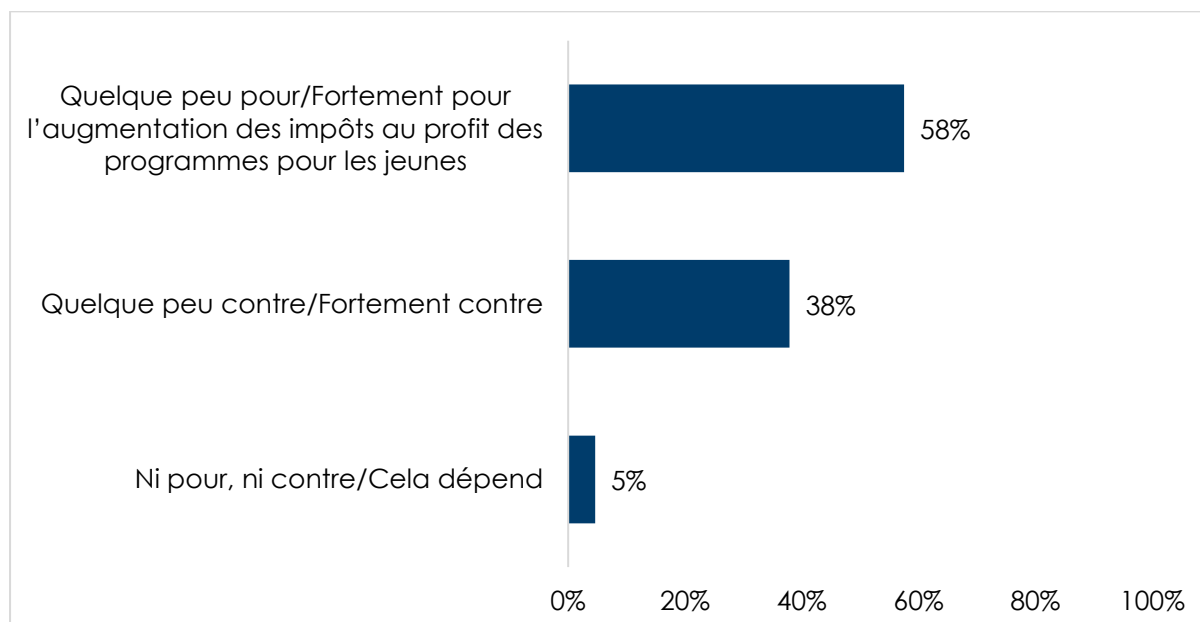
Et la moitié (50%) des Togolais sont enclins de payer plus d'impôts si cela équivaldrait à une amélioration des prestations des services de la part de l'Etat, contre 44% qui s'opposeraient à cette idée (Figure 11).

Figure 8 : Légitimité des impôts | Togo | 2021



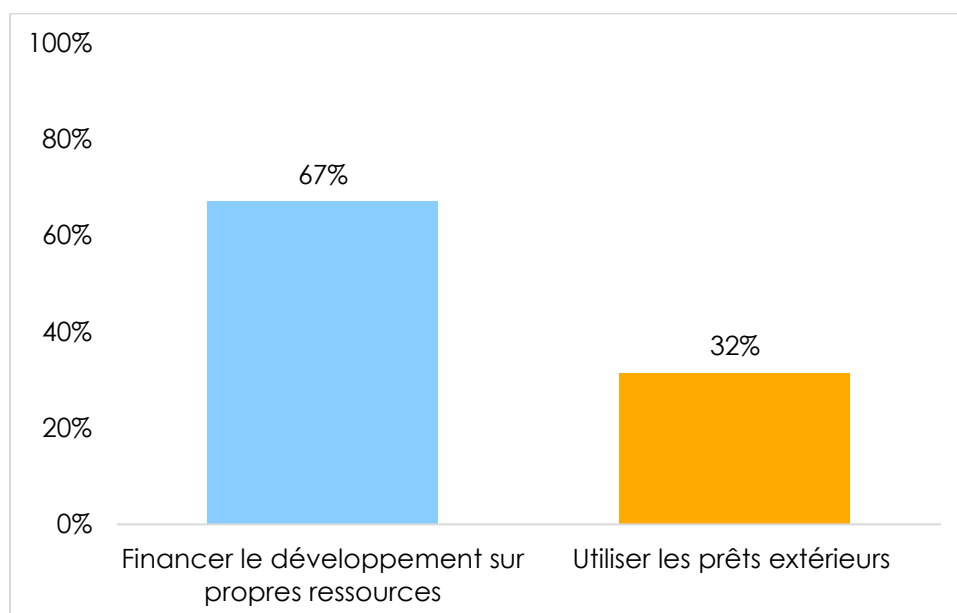
Question posée aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ?

Figure 9 : Augmentation des impôts pour soutenir des programmes d'aide aux jeunes | Togo | 2021



Question posée aux répondants : Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision ?

Figure 10 : Préférence entre davantage d'impôts et prêts extérieurs | Togo | 2021



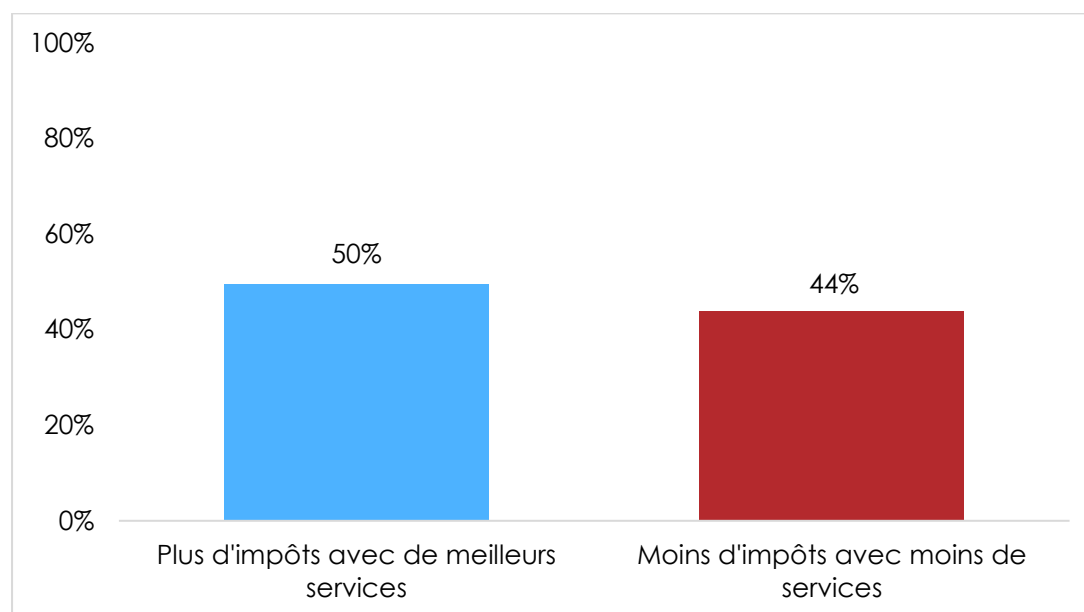
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1: Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes.

Affirmation 2: Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement du pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 11 : Plus d'impôts pour meilleurs services ? | Togo | 2021



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

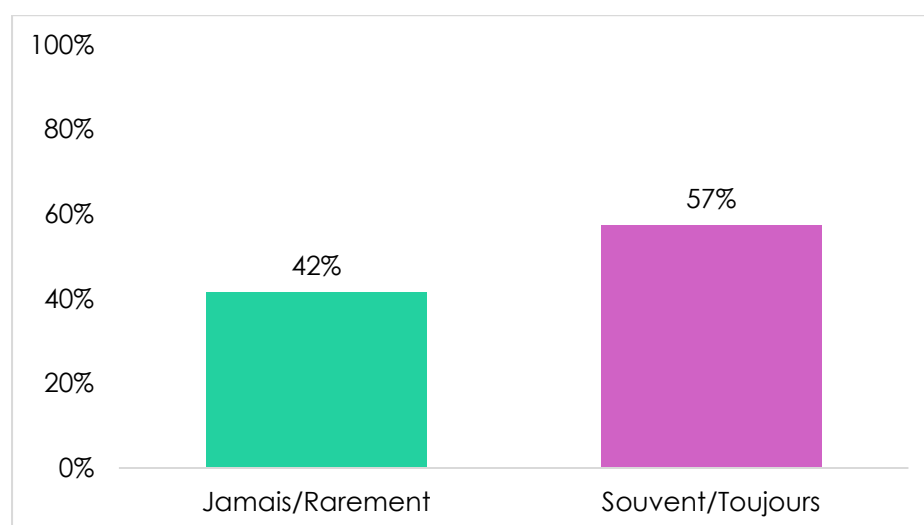
Affirmation 1: Il est préférable de payer plus d'impôts si cela veut dire que le gouvernement améliorera la prestation des services.

Affirmation 2: Il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Malgré cette volonté de payer plus impôts pour des causes bien spécifiques, la majorité (57%) des Togolais pensent que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer les impôts et taxes qu'ils doivent à l'Etat (Figure 12).

Figure 12 : Fréquence à laquelle les gens évitent de payer les impôts | Togo | 2021

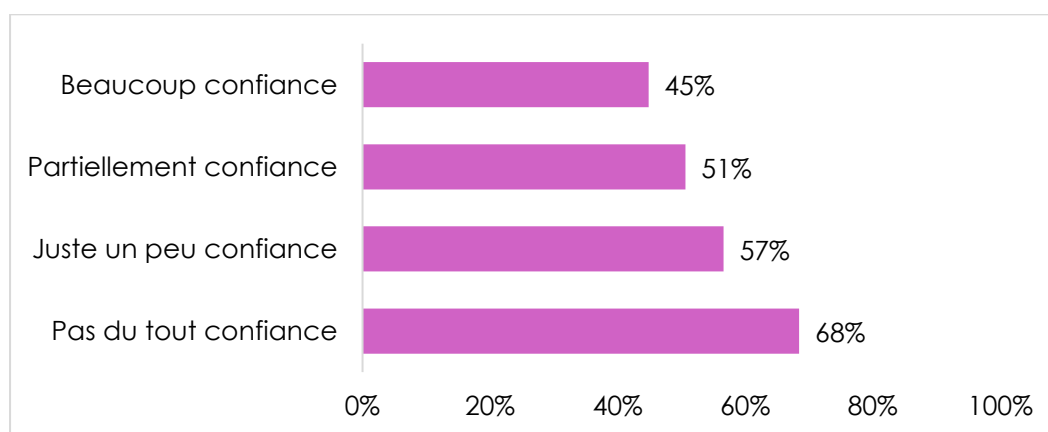


Question posée aux répondants : A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement ?

En analysant la perception des gens sur la probabilité d'éviter les impôts en fonction de la confiance envers l'Office Togolais des Recettes, on remarque que moins les gens ont confiance, plus ils estiment que les citoyens évitent « souvent » ou « toujours » de payer les impôts et taxes à l'Etat (Figure 13).

De même, plus les gens trouvent qu'il y a beaucoup de personnes corrompues au sein des services des impôts, plus ils pensent que les gens évitent d'acquitter les frais d'impôts (Figure 14).

Figure 13 : Les gens évitent souvent/toujours de payer les impôts | par degré de confiance en la Direction Générale des Impôts | Togo | 2021

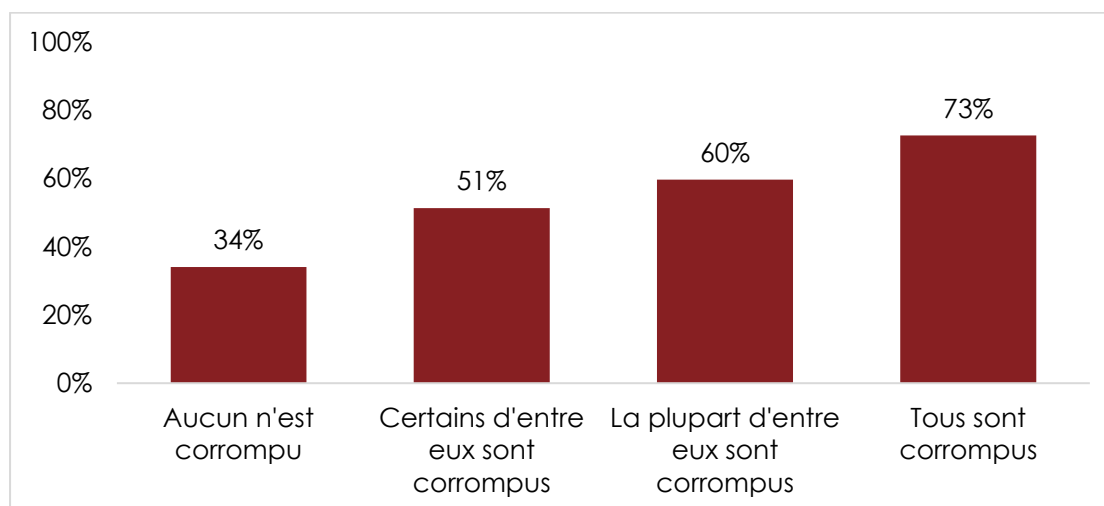


Questions posées aux répondants :

A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La Direction Générale des Impôts ?

Figure 14 : Les gens évitent souvent/toujours de payer les impôts | par perception sur la corruption des agents des impôts | Togo | 2021



Questions posées aux répondants :

A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les agents des impôts ou de la douane, comme les fonctionnaires de l'Office Togolais des Recettes (OTR) ?

Conclusion

La réalisation des objectifs du Programme National du Développement, et par effet induit ceux du développement durable, nécessite d'augmenter massivement les investissements, et pour les pays en développement comme le Togo, ce ne serait pas tâche facile (Estevão, 2019). Il faudra compter sur les recettes fiscales, qui contribuent beaucoup à la richesse nationale, et il serait donc judicieux d'augmenter de manière viable ces recettes.

A cet effet les principaux acteurs doivent œuvrer à consolider la transparence dans la gestion des taxes et impôts, et à fournir davantage d'efforts pour rendre les informations sur les taxes et les impôts disponibles à toutes les couches de la population, qui serait favorable à plus de contribution tant que les services seraient améliorés.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez
visiter notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Antonin, N. (2019). Consentement à l'impôt et missions régaliennes de l'état.html. Association Nationale des Docteurs ès Sciences Économiques et en Sciences de Gestion (ANDESE). 31 août.
- Djallo, E. A. (2015). La régie intégrée est-ce une solution pour la maximisation des recettes fiscales. Synthèse de Politique No. 27 d'Afrobarometer.
- Estevão, M. (2019). Quatre leviers pour accroître les recettes fiscales dans les pays à faible revenu sans pénaliser la croissance. Banque Mondiale Blogs. 31 octobre.
- Full News. (2021). Fiscalité : Nouvelles mesures d'accompagnement au Togo en 2021. 8 février.
- République Togolaise. (2018). Plan national de développement 2018-2022.

Ahlin Ekoutiamé est chercheur au Center for Research and Opinion Polls (CROP), le partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email : ahlonkor.ahlin@gmail.com.

Komi Amewunou est chercheur au CROP à Lomé au Togo. Email : amewunoukomi@gmail.com.

Patrice Kao est chercheur au CROP à Lomé au Togo. Email : patrice.kao94@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 456 d'Afrobarometer | 7 juin 2021